

# Le spectre de la grève plane sur les écoles primaires

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5212 - Mardi 3 novembre 2020 - Prix : 10 DA

Epidémie

## 302 nouveaux cas et 7 décès en 24 heures

Page 2

Combat aujourd'hui Trump-Biden

# Election aux USA, impact sur le monde

Page 3

### La politique étrangère, le parent pauvre de la présidentielle américaine

Par Mohamed Habili

**T**raditionnellement la politique étrangère occupe une place secondaire dans une campagne présidentielle américaine, à l'inverse des questions économiques et de société, déterminantes les unes comme les autres dans le choix final des électeurs mais pas égales cependant, la primauté allant le plus souvent aux secondes. D'une certaine façon donc, on peut dire que la question du projet de société se renouvelle tous les quatre ans dans un pays pourtant réputé pour sa stabilité politique, comme en atteste en premier lieu le fait qu'il conserve pour l'essentiel la même Constitution depuis les origines. La présidentielle qui se tient aujourd'hui n'aurait probablement pas dérogé à cette règle n'était l'intervention de quelque chose que personne n'aurait pu prévoir, l'épidémie de Covid-19, dont les Etats-Unis sont de surcroît le pays le plus lourdement frappé de par le monde. Sans elle, les questions économiques auraient dominé le débat présidentiel, ce qui aurait été en faveur du président sortant, dont les adversaires auraient eu du mal à contester le bilan en la matière, d'autant moins qu'ils le jugent avec les mêmes critères.

Suite en page 3

Avec 66,80 % de «oui» et 33,20 % de «non»

# La nouvelle Constitution adoptée par référendum



Ph/E. Soraya/J. A.

L'Algérie a désormais sa nouvelle Constitution. Selon les chiffres officiels présentés hier par l'Anie, le projet constitutionnel a été adopté avec un taux de 66,80 % des voix exprimées lors du référendum du 1<sup>er</sup> novembre. Ces résultats préliminaires devront être confirmés dans les prochains jours par le Conseil constitutionnel.

Page 2

Regards

Taux de participation au référendum

## Crise de confiance

Page 2

Agressions, vols, psychotropes...

## Le sentiment d'insécurité s'installe

Page 16

Avec 66,80 % de «oui» et 33,20 % de «non»

# La nouvelle Constitution adoptée par référendum

■ L'Algérie a désormais sa nouvelle Constitution. Selon les chiffres officiels présentés hier par l'Anie, le projet constitutionnel a été adopté avec un taux de 66,80 % des voix exprimées lors du référendum du 1<sup>er</sup> novembre. Ces résultats préliminaires devront être confirmés dans les prochains jours par le Conseil constitutionnel.

Par Louisa Ait Ramdane

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi, a annoncé, hier, lors d'une conférence de presse, les résultats préliminaires du référendum sur l'amendement de la Constitution, qui contribuera, selon le Président Tebboune, à l'édification de la nouvelle Algérie qui répond aux aspirations du peuple.

Mohamed Charfi a fait état d'un taux de participation au référendum de 23,72 %. Le «oui» a recueilli 66,80 % des voix contre 33,20 des voix pour le «non». Charfi a indiqué que le nombre de votants s'élève à 5 636 172, dont 45 071 inscrits résidents à l'étranger, sur un total d'électeurs de 24 475 310. Les voix exprimées lors de ce référendum s'élèvent à 5 023 385, a-t-il précisé. Le nombre de votants par «oui» sont de 3 355 518 électeurs, tandis que celui des «non» est de 1 676 867, soit 33,20 %. Les voix annulées sont de 633 885, alors que les voix objet de litige s'élèvent à 407.

Plus de 24 millions d'électeurs étaient appelés à s'exprimer sur la nouvelle Constitution et le taux de participation a été de 23,7 %. Commentant ce taux, le plus faible des scrutins en Algérie, Charfi a déclaré, tout en vantant le travail réalisé par son instance : «Par rapport aux conditions dans lesquelles s'est déroulé le référendum, un taux de 23 % est une preuve de la mobilisation populaire pour le changement».

«La présidentielle du 12 décembre 2019 a permis à l'Algérie d'avoir un président halal

et le référendum du 1<sup>er</sup> novembre a doté le pays d'une Constitution halal», a vanté encore Charfi pour qui «la nouvelle Constitution est adoptée légalement et constitutionnellement».

«Le taux de participation au référendum sur le projet d'amendement de la Constitution, qui a atteint 23,72 % au niveau national, ne pose pas de problème, ni sur le plan juridique ni sur le plan constitutionnel», a affirmé le président de l'Anie, car, a-t-il expliqué, «dans la législation algérienne, il n'y a pas un seuil qui valide ou annule un scrutin».

Il a précisé qu'il reste la validation des résultats par le Conseil constitutionnel, qui aura lieu dix jours après la tenue du scrutin, et la publication de la nouvelle Constitution au *Journal officiel*.

Par ailleurs, il a relevé «deux dépassements distincts» lors de l'opération de vote à Mascara et El-Bayadh, précisant que ces «dépassements» ont été signalés par les coordinateurs régionaux de l'Anie. S'agissant du faible taux de participation à l'étranger qui a atteint 4,9 %, Charfi a expliqué ce résultat notamment par «les restrictions de déplacements imposées par les pays hôtes à cause de la pandémie de coronavirus». «Notre émigration a voté partout dans le monde, mais le taux de participation a été en-deçà de ce qu'elle nous a habitués. Ce taux de participation de 4,9 % est honorable pour notre émigration», a-t-il souligné.

«Le taux de participation dans les wilayas du Sud était, de façon globale, le même que celui des scrutins passés si on prend en compte le taux national de participation qui a atteint 23,72 %. Au contraire, c'est un



Ph/E. Soraya/J. A.

signe de bonne santé pour la démocratie. Le changement se concrétise sur le terrain», a-t-il affirmé, ajoutant que l'Anie rend publics tous les taux de participation, même «les plus faibles». «Nous publions les résultats par wilaya, quel que soit le taux de participation. Nous sommes avec la transparence totale. Nous ne faisons aucune différence entre une région et une autre. Le citoyen a exprimé son opinion en toute liberté», a-t-il soutenu.

En réponse à une question sur le recours dans l'avenir au vote électronique, Charfi a indiqué que cette méthode «est envisageable, mais étape par étape» et «il faut qu'elle garantisse la transparence».

Revenant sur le déroulement de la campagne référendaire, il a rappelé que les représentants de la société civile ont animé 965 meetings et 137 activités de proximité, les partis politiques 220 meetings et 33 activités de

proximité, les personnalités nationales 48 meetings et 10 activités de proximité, et les membres du gouvernement 57 meetings et 12 activités de proximité.

L. A. R.

## Epidémie

### 302 nouveaux cas et 7 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de moins qu'hier (9), portant à 1 980 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 302 cas, soit 28 cas de moins par rapport au bilan d'hier (330), pour atteindre au total 58 574 cas confirmés.

R. N.

## Regards

Par Mourad Hadjersi

Imprévu, inattendu... ! Le taux de participation lors de ce référendum du 1<sup>er</sup> novembre 2020 sur la Constitution serait, sans risque de se tromper, le plus faible depuis l'indépendance du pays. Les résultats ne donnent même pas le quart du nombre des électeurs qui ont daigné se déplacer aux bureaux de vote ce dimanche afin de se prononcer sur une Constitution censée régir les lois du pays pour les décennies à venir. Le constat est davantage amer que surprenant, une réelle crise de confiance règne entre les gouvernés et les gouvernants. Au-delà du choix des électeurs quant à l'approba-

tion ou le rejet de la nouvelle Constitution, c'est ce «boycott» qui ne dit pas son nom qui devra interpeller les décideurs afin de tirer les leçons adéquates et tenter, dans un avenir proche, de rétablir les passerelles pour regagner cette confiance qui s'est éffritée notamment depuis les dernières élections présidentielles. Pour y remédier, et avant toute démarche hâtive, il faut établir un véritable diagnostic sur les causes qui ont poussé la majorité des Algériens à bouder ce rendez-vous électoral, pour tant primordial dans la reconstruction des institutions du pays. Il ne faut surtout pas croire que les citoyens ont pris leur distance avec la vie politique, tout au contraire, l'Algérien ne s'y est

jamais autant intéressé plus qu'il ne le fait ces derniers temps. Depuis le hirak du 22 février de l'année dernière, tout Algérien, même s'il ne s'implique pas directement, s'intéresse à la vie politique, c'est l'héritage de ce mouvement populaire qu'il veut fructifier, sans savoir peut-être comment le faire. L'environnement offert et les relais existants dans le schéma actuel ne le convainquent plus. L'Algérien d'après-hirak, celui d'aujourd'hui, n'a plus confiance dans la composante politique existante, et n'ingurgite plus un quelconque discours populiste d'où qu'il vienne.

Toutefois, un signe de bonne santé, celui d'une société qui «respire» la politique, c'est que

les Algériens ne vivent plus dans l'unanimité du régime absolutiste d'antan. Cette différence dans les avis, ces oppositions dans les approches devraient constituer, à l'avenir, un terrain fertile pour une renaissance de la vie politique si elles sont bien fructifiées et surtout canalisées avec intelligence.

Enfin, reste l'évidence inhérente à la faillite de toute une classe politique, son incompétence et surtout son incapacité d'opérer son propre changement. Même une pièce de Shakespeare ne séduit pas si elle est jouée par de piètres acteurs. Fallait-il s'attendre à mieux quand on met au devant de la scène des partis politiques impliqués, jusqu'à la moelle,

dans la faillite héritée du régime déchu ? Le résultat est là, même pas le quart des électeurs ont répondu à l'appel et dont le tiers a rejeté le projet de la nouvelle Constitution.

C'est aux décideurs d'en tirer les leçons et tenter de colmater les brèches si la volonté d'aller vers l'ossature d'un Etat réellement fort par ses Institutions, ses lois, mais surtout par l'implication de la majorité de ses citoyens dans sa reconstruction et pour y parvenir, souvent nous n'avons pas besoin d'un projet avec l'empreinte d'un «Montesquieu» mais surtout d'une bonne prosaïque en termes de marchandising politique, c'est ce qui a fait défaut cette fois-ci...

M. H.

## Taux de participation au référendum Crise de confiance



— Failles organisationnelles, risques sanitaires et décisions improvisées —

# Le spectre de la grève plane sur les écoles primaires

■ Trois semaines seulement après la rentrée scolaire, les enseignants du primaire menacent d'entrer en grève, évoquant les problèmes organisationnels et déplorant que les élèves et eux-mêmes soient «exposés aux risques sanitaires» en l'absence de la commission spéciale chargée du suivi de la rentrée scolaire au niveau de leurs établissements.

Par Thininine Khouichi

La Coordination nationale des enseignants du cycle primaire n'a pas tardé à brandir la menace de la grève. En effet, trois semaines après leur reprise, les enseignants affiliés à cette Coordination réclament l'amélioration des conditions de travail dans ce contexte de crise sanitaire. Dans un communiqué publié récemment, la Coordination estime que les conditions sanitaires pour une rentrée sans bavure et sans risque «ne sont pas réunies», assurant suivre depuis le 21 octobre dernier la rentrée scolaire avec «regret et perplexité». Cette dernière assure que «la rentrée scolaire 2020/2021 se déroule jusqu'ici dans un climat tendu, marqué par des décisions improvisées», déplorant ainsi que les élèves et les enseignants soient «exposés aux risques sanitaires». Les enseignants du cycle primaire se disent inquiets des risques de propagation et du manque de moyens pour lutter «efficacement» contre l'épidémie. Ils ont donc décidé de «tirer la sonnette d'alarme et d'interpeller le ministère de l'Éducation nationale et les Collectivités locales pour assumer pleinement et concrètement leurs responsabilités», indique le communiqué de la Coordination. Il est précisé



PHD. R.

que dans le cas où le premier chef de leur secteur ne se mobilise pas pour corriger les dysfonctionnements soulevés, «la Coordination se réserve le droit de faire recours à tous les moyens de lutte et d'action dans le cas où la situation reste telle quelle», écrit la Coordination dans un communiqué rendu public. En outre, la Coordination a souligné que le ministère de l'Éducation et le Comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de l'épidémie ont mis en place un protocole sanitaire qui vise à garantir la sécurité des apprenants et du personnel de l'éducation, mais malheureusement ce protocole n'a pas été

concrétisé sur le terrain. Elle justifie ce non-respect et cette non-application du protocole par «l'absence» de la commission spéciale chargée du suivi de la rentrée scolaire qui a pour mission de s'assurer de l'état sanitaire et de prendre les mesures nécessaires si des cas suspects de coronavirus sont enregistrés au niveau d'un établissement éducatif. En outre, les enseignants du cycle primaire dénoncent «l'arbitraire» de certains inspecteurs et proviseurs pour avoir sommé les enseignants d'accomplir des tâches en dehors de celles que leur confère la loi. «L'enseignant a, conformément à l'article 41 du

décret exécutif 315/08, portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation des fonctionnaires, un rôle pédagogique», précise la Coordination des enseignants du primaire. En conclusion, la Coordination nationale des enseignants du cycle primaire exige dans son communiqué de mettre un terme à l'anarchie et sollicite l'intervention des autorités compétentes en «urgence» pour empêcher l'aggravation de la situation au niveau des écoles primaires et trouver au plus vite des solutions applicables et efficaces à ces problèmes.

T. K.

## Combat aujourd'hui Trump-Biden Election aux USA, impact sur le monde

Les Américains s'apprentent à élire aujourd'hui leur président lors d'un scrutin opposant le président sortant, le républicain Donald Trump et son rival démocrate Joe Biden, dans un contexte de pandémie de coronavirus.

Donald Trump tente de jouer les pronostics qui sont favorables à son adversaire Joe Biden, et essaie de convaincre les derniers indécis. Faire mentir les sondages, tel est l'objectif de Donald Trump. Les élections présidentielles, législatives, sénatoriales américaines se déroulent traditionnellement le mardi suivant le premier lundi du mois de novembre. La présidentielle devrait se jouer dans 10 Etats clés, susceptibles de basculer en faveur d'un parti ou d'un autre. Pennsylvanie, Wisconsin, Michigan, Floride, Iowa et Ohio ont été essentiels dans la victoire de Donald Trump en 2016 face à Hillary Clinton. Et en Géorgie, Arizona, Caroline du Nord et au Texas, les sondages montrent cette année le candidat démocrate

Joe Biden, l'ancien vice-président des Etats-Unis, en mesure de disputer la victoire au milliardaire républicain. Dans une Amérique à fleur de peau, et dans le contexte d'une épidémie de coronavirus en pleine recrudescence, M. Trump, ancien homme d'affaires de 74 ans continue à prédire une «vague» républicaine malgré des vents défavorables. «Nous allons gagner quatre ans de plus dans notre magnifique Maison-Blanche !», a-t-il lancé dimanche, même si les sondages qui placent son rival démocrate Joe Biden en position de favori. Au programme de son dernier jour de campagne : cinq meetings, dans quatre Etats – Caroline du Nord, Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin – avec un dernier acte à Grand Rapids (Michigan) comme en 2016 où il avait, dans la dernière ligne droite, créé une surprise qui avait sidéré le monde. Joe Biden, 77 ans, se concentre lui sur la Pennsylvanie, qu'il espère faire basculer pour s'ouvrir enfin – à

sa troisième tentative – les portes de la Maison-Blanche. En plus de désigner un président, les millions d'électeurs américains voteront sur le renouvellement du Congrès. Les sièges de 35 sénateurs et 435 élus de la Chambre des représentants sont en jeu. Les démocrates sont aujourd'hui majoritaires à la Chambre des représentants et un changement de majorité est peu probable, selon les prévisions des experts. Si Joe Biden était élu président et que les démocrates reprenaient aussi le contrôle du Sénat, le parti détiendrait tous les grands leviers du pouvoir fédéral à Washington pour la première fois depuis les débuts de la présidence de Barack Obama. Le scrutin américain se déroule au suffrage universel indirect et se joue selon un mécanisme particulier. Les Américains votent pour 538 grands électeurs, qui désignent le président. Pour emporter l'élection, un candidat doit décrocher la majorité absolue, soit le nombre magique de 270 grands électeurs. Dans

chaque Etat, le nombre de grands électeurs est calculé en additionnant celui des élus à la Chambre des représentants (qui varie en fonction de la population de l'Etat) au nombre de sénateurs (deux pour chaque Etat). Au total, 230 millions d'Américains sont invités à voter pour la présidentielle, scrutin souvent marqué par une importante abstention. Mais l'élection de cette année pourrait enregistrer une forte participation. Le vote anticipé a déjà battu des records, de nombreux électeurs préférant glisser leur bulletin en avance dans l'urne pour éviter les foules le jour de l'élection, en pleine pandémie de coronavirus. Au total, plus de 14 milliards de dollars ont été dépensés pour l'ensemble des scrutins du 3 novembre, dont plus de 7 milliards de dollars pour des sièges au Congrès. Le 6 janvier 2021, à l'issue du décompte officiel des votes, le Congrès annoncera solennellement le nom du président élu. Mais le résultat devrait être connu bien avant.

Meriem Benchaouia

### LA QUESTION DU JOUR

## La politique étrangère, le parent pauvre de la présidentielle américaine

Suite de la page une

Le seul argument qu'ils auraient pu lui opposer en vue d'amoinrir en cela son mérite propre, c'est de soutenir que ces bonnes performances dont il se flatte s'inscrivent en fait dans le prolongement de la politique menée par son prédécesseur, ce dont d'ailleurs ils ne sont pas privés. L'épidémie a profondément modifié les termes du débat, et Trump, qui voyait sa réélection pratiquement assurée, est acculé à la défensive, en raison d'un autre bilan, celui de la pandémie. Moins d'ailleurs pour avoir mal géré cette dernière que pour ne pas l'avoir jugulée. Ce dont personne, soit dit en passant, n'a été capable, à l'exception de deux ou trois pays asiatiques, dont au premier chef la Chine. Si donc même les sujets économiques se sont effacés devant la crise sanitaire, on comprend que la politique étrangère, rejetée traditionnellement au deuxième plan, soit encore moins prise en compte cette fois-ci. C'est à croire que les Etats-Unis, dont bien des choses dépendent à travers le monde, n'ont pas des intérêts à défendre hors de leurs frontières. Pourtant, rien que dans notre région, les crises les plus intenses, comme celles qui sévissent en Syrie, au Yémen, et en Libye, et d'autres encore, se sont accordées une sorte de pause en attendant que l'électeur américain se prononce pour Trump ou pour Biden. La présidentielle américaine est une élection d'intérêt mondial mais où seul un peuple particulier a voix au chapitre. Reste que du point de vue extérieur, les deux candidats ne se présentent pas de façon équivalente. Si en effet on sait quelle est sur les grandes questions la politique de Trump, on ne sait à peu près rien sur celle que mènerait Biden si c'est lui qui était élu. Tout ce que l'on sait de lui, c'est qu'il ferait revenir son pays dans l'accord de Paris sur le climat aussi bien que dans celui sur le programme nucléaire iranien, encore qu'il ne se soit guère appesanti ni sur le premier ni sur le second sujet. A priori Biden adopterait sur les questions remontant à Obama la même attitude que ce dernier, d'autant plus que celle-ci était également la sienne. Mais cela n'est pas très éclairant pour qu'on y pense, car ces questions ne sont pas restées dans le même état. Elles ont évolué depuis 2016, appelant par suite de la part des Etats-Unis un traitement différent de celui que ceux-ci leur avaient d'abord réservé.

M. H.

Fret maritime

# Vers une mise à l'amende des conteneurs dont la rétention dépasse 30 jours

■ Les conteneurs retenus au niveau des infrastructures portuaires du pays feront l'objet d'amendes graduelles au-delà de trente jours afin de réduire la facture de devises liée à l'activité logistique des opérations d'importation, a indiqué lundi à Alger le ministre des Transports, Lazhar Hani.

Par Hamid M.

Lors d'un point de presse en marge de la tenue de la première édition du Forum du transport, dédié au transport maritime des marchandises, le ministre a fait savoir qu'une amende devra être mise en œuvre à l'encontre des opérateurs économiques ayant leurs conteneurs retenus au niveau des infrastructures portuaires du pays, ce qui engendre des frais supplémentaires en devises sur l'opération d'importation. Pour M. Hani, «les surestaries», les frais de rétention de conteneurs, représentent un réel fléau. «Il y a des frais normaux liés à l'opération commerciale à travers les différentes procédures permettant la réception de la marchandise par l'opérateur, mais il faut que cela soit dans un cadre acceptable», a-t-il jugé, regrettant que certains conteneurs restent en rétention jusqu'à un an. Il a ainsi révélé qu'en 2019, le coût des frais supplémentaires dus aux «surestaries» a représenté près de 9,7 milliards de dinars «alors que les importations étaient faibles». «Avec la contribution de tous, notamment des opérateurs économiques, nous devons réduire cette facture», a plaidé le ministre. Lors de son allocution à l'occasion de cette rencontre, M. Hani a expliqué que les frais d'immobilisation des conteneurs nées des lenteurs observées lors du passage portuaire et de leur restitution tardive par les importateurs alourdissent la facture du transport. «Il est vrai que ces pratiques sont essentielles



ment dues au retard de modernisation de notre infrastructure portuaire existante, auquel s'ajoute des équipements d'exploitation inadaptés expliquant la faiblesse des rendements et les longs séjours des navires à quai», a-t-il concédé. Selon lui, les faiblesses dans la chaîne logistique font du transport de marchandises vers l'Algérie le plus coûteux du bassin méditerranéen. «Ajouter à cela, les opérateurs nationaux du commerce extérieur ont la fâcheuse habitude de ne pas restituer les conteneurs dans des délais raisonnables», a-t-il constaté tout en relevant «les lenteurs observées

lors de l'accomplissement des formalités administratives du contrôle transfrontalier». «Toutes ces contraintes conduisent à des immobilisations exagérées des conteneurs qui donnent lieu à d'importants transferts de devises à l'étranger», a expliqué M. Hani. «Créer un conseil national de facilitation des échanges économiques» Pour leur part, les différents acteurs de la chaîne logistique et du fret maritime ont mis en exergue, lors de cette rencontre, un manque de synergie entre les acteurs du commerce extérieur. Pour parer à cette difficulté, il a notamment été proposé de

créer un conseil national de facilitation des échanges économiques «muni de mécanismes formels et contraignants». Pour le P-dg du port de Béjaïa, Halim Kasmi, il s'agit d'encourager le dépotage des conteneurs au niveau de zones logistiques ou de ports secs, voire même le dépotage direct au niveau des usines avec un contrôle a posteriori. «Au niveau du port de Béjaïa, nous avons expérimenté la réservation de fenêtres d'accostage dédiées aux conteneur, nous permettant de réduire le séjour en rade des porte-conteneurs», a-t-il fait observer. Pour sa part, le président de

l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey-Nasri, a relevé la nécessité de mieux contrôler les frais de manutention portuaire à travers les ports nationaux. D'autres participants ont fait savoir que certains opérateurs économiques activant dans le secteur de l'importation ne maîtrisent pas les différentes procédures liées à l'activité, rallongeant les délais pour apporter la documentation nécessaire. Selon eux, les établissements bancaires doivent également contribuer à réduire les délais administratifs du commerce extérieur. H. M.

APW de Tizi-Ouzou

## Acquisition de 12 générateurs d'hémodialyse au profit des hôpitaux de la wilaya

Douze générateurs d'hémodialyse ont été acquis par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou au profit d'établissements publics hospitaliers (EPH), a indiqué, hier, le président de la commission Santé, hygiène et protection de l'environnement (SHPE) de cette institution élue, Hachimi Radjef. L'acquisition des 12 générateurs a pour but de «renouveler les appareils vétustes ou à l'arrêt des

services d'hémodialyses de certains hôpitaux de la wilaya qui ont exprimé un besoin en la matière et d'améliorer la prise en charge de malades atteints d'insuffisance rénale», a souligné M. Radjef. Le président de la commission SHPE a précisé que cette initiative a vu le jour suite à une demande pressente de la directrice de l'EPH d'Azazga qui avait sollicité l'APW pour le renouvellement des appareils

«vétustes» de cet établissement de santé. L'APW, en sa qualité d'organe délibérant, a voté sur le budget primitif 2019, une subvention de 30 millions de DA pour l'achat de 12 générateurs d'hémodialyse. La procédure d'acquisition de ce matériel a été lancée par l'administration (l'organe exécutant) et l'opération a abouti dernièrement, a-t-il indiqué. Sur ces 12 générateurs, six ont été remis à l'EPH d'Azazga,

quatre au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir-Mohamed qui «subit une énorme pression depuis la pandémie de Covid-19 et dont quatre générateurs tombés en panne ne sont pas fonctionnels et n'ont pu être réparés faute de disponibilité de pièces de rechange» et les deux restants à l'EPH de Draâ El Mizan, a-t-on ajouté de même source

Amar Gh.

Médias

## «El Moudjahid» lance une nouvelle version de son site internet

Le quotidien national «El Moudjahid» a lancé, à l'occasion de la célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, une nouvelle version de son site internet, avec un design plus «épuré» privilégiant le multimédia. Le site se décline en plusieurs rubriques dédiées aux domaines de la politique nationale et internationale ainsi que ceux de l'économie, de la société, de la culture et du monde du sport. «El Moudjahid» online est alimenté en continu par des informations liées à ces divers secteurs. Une équipe de journalistes et de techni-

ciens veillent ainsi quotidiennement à tenir les internautes informés de l'évolution de l'actualité. Accessible à l'adresse <https://www.elmoudjahid.com>, le site offre une ergonomie adaptée à la recherche de l'information avec la possibilité de s'inscrire au service alerte pour être informé en premier des derniers articles en plusieurs langues (français, arabe, anglais et espagnol) et illustrés avec des images avec une sélection d'articles proposés. La version électronique du journal est également disponible sur le site qui offre aussi la possibilité de s'inscrire à la newsletter. Le jour-

nal, lancé sur la toile en 1998, est aussi présent à travers les réseaux sociaux pour accéder à son contenu. Sur un autre plan, un accord-cadre de coopération dans le domaine de la formation entre «El Moudjahid» et l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI d'Alger) sera signé prochainement. La signature de cet accord scellera officiellement une relation de partenariat avec le doyen de la presse écrite en Algérie et l'Ecole de journalisme. En vertu de ce document, la collaboration entre les deux entités signataires traitera notamment

de l'accompagnement par «El Moudjahid» des étudiants de l'ENSJSI dans le cadre de leur stages pratiques, de la formation des journalistes, de la tenue des manifestations scientifiques, colloques, tables rondes ayant pour objet des questions d'intérêt commun, ainsi que l'initiation de programmes de recherche appliquée sur les thématiques d'actualité. Sur la base de cet accord-cadre, il est également question d'une coréalisation de sondages d'opinion (lectorat, marketing, publicité) pour le journal «El Moudjahid» et notamment l'échange d'informations et de documentation. R. N.



## Changes

# Nette baisse de la livre face à l'euro après le reconfinement au Royaume-Uni

■ La livre britannique subissait une nette baisse face à l'euro et au dollar après l'annonce d'un reconfinement de l'Angleterre pour au moins un mois à partir de jeudi, afin de faire face à la pandémie de Covid-19.

Par Lylia K

Hier matin, la livre cédait 0,25 % face à l'euro à 90,19 pence pour un euro et 0,29 % face au dollar à 1,2909 dollar pour une livre. A partir de jeudi et jusqu'au 2 décembre, les commerces non essentiels, les pubs et les restaurants d'Angleterre devront fermer, mais les écoles resteront ouvertes. Des reconfinements ont également été appliqués en France vendredi et en Allemagne depuis hier. «Le retour à des confinements "partiels" va entraîner un nouveau trimestre de contraction de l'économie sur les derniers mois de l'année, aussi bien au Royaume-Uni que dans la zone euro, même si nous nous attendons à quelque chose de moins marqué que les plongeurs du début de l'année», a estimé Lee Hardman, courtier. Au Royaume-Uni, les regards des cambistes se tournent désormais vers la Banque d'Angleterre (BoE) et la réunion



de son Comité de politique monétaire (MPC) jeudi. «Le marché tablait déjà sur une augmentation du programme de rachats d'actifs de 100 milliards de dollars, avant même l'annonce du reconfinement», souligne M. Hardman, qui juge que la prochaine étape est donc «de voir si la BoE s'approche des taux

negatifs». Le taux directeur de la BoE est fixé depuis mars à 0,1 %, un plancher historique.

En septembre, le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, avait affirmé que l'institution ne prévoyait pas pour l'instant d'utiliser un taux d'intérêt négatif.

En hausse marquée face à la livre, le dollar faisait du surplace

face à l'euro dans un marché prudent à la veille de la présidentielle américaine. Alors que les résultats risquent de ne pas être connus dès le jour du scrutin, «les investisseurs doivent se préparer à une volatilité élevée sur les prochaines séances», a prévenu Hussein Sayed, analyste. L. K.

## Inde

## Les réserves de change atteignent un record de plus de 560 milliards USD

Les réserves de change de l'Inde ont augmenté de 5,4 milliards de dollars pour atteindre à fin octobre un record historique de 560,5 milliards de dollars, a annoncé la Banque centrale indienne. Les réserves de change de l'Inde comprennent des actifs en devises étrangères (FCA), les réserves d'or, les droits de tirage spéciaux (DTS) et la position de réserve auprès du Fonds monétaire international (FMI).

Sur une base hebdomadaire, les FCA, la plus grande composante des réserves de change, ont augmenté de 5,2 milliards de dollars pour s'établir à 517,7 milliards de dol-

lars, selon le supplément statistique hebdomadaire de la Banque centrale indienne.

De même, la valeur des réserves d'or du pays a diminué de 175 millions de dollars pour se situer à 36,8 milliards de dollars, alors que la position de réserve du pays auprès du FMI a augmenté de 27 millions de dollars pour atteindre 4,66 milliards de dollars. Il en est de même pour la valeur des DTS qui a augmenté de 8 millions de dollars à 1,48 milliard de dollars, précise la même source. Selon des experts économiques, la principale raison de la hausse des réserves de change est l'augmentation des investisse-

ments directs étrangers (IDE), alors que la baisse des prix du pétrole brut a entraîné ipso facto une réduction de la facture énergétique de la troisième économie de l'Asie, notant que la hausse des réserves de change devrait également aider la roupie indienne à se renforcer par rapport au dollar. Le gouvernement indien avait annoncé en mai dernier un méga-plan de 266 milliards de dollars afin de mener à bon port l'économie nationale et promouvoir notamment les chaînes d'approvisionnement locales, lourdement affectées par la pandémie de Covid-19. Mohamed A.

## Chine

## L'activité manufacturière au plus haut depuis 10 ans

L'activité manufacturière en Chine a atteint en octobre son plus haut niveau depuis près de 10 ans, selon un indice indépendant de référence, qui a confirmé hier la reprise de la deuxième économie mondiale. L'indice des directeurs d'achats (PMI) du secteur manufacturier, calculé par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin, s'est établi à 53,6 points le mois dernier contre 53 en septembre, soit son niveau le plus haut depuis janvier 2011.

Cet indicateur contredit l'indice officiel des directeurs d'achat, qui a fait état samedi d'un léger fléchissement à 51,4 en octobre contre 51,5 en septembre.

«Pris ensemble, ces deux indicateurs révèlent néanmoins que l'élan du secteur manufacturier est resté solide le mois dernier», a commenté dans une note le cabinet

Capital Economics.

Le chiffre de Caixin est supérieur aux prédictions des analystes, qui misaient en moyenne sur un léger tassement à 52,8.

Cet indice s'était effondré en début d'année alors que la Chine était aux prises avec le coronavirus, apparu dans le centre du pays fin 2019. Il s'est depuis constamment redressé à mesure que l'épidémie était maîtrisée dans le pays. Signe de la faiblesse de la demande extérieure du fait des ravages de l'épidémie en Europe et aux Etats-Unis, le sous-indice des commandes à l'exportation a cependant nettement ralenti sa hausse en octobre par rapport à septembre.

Le sous-indice du recrutement est resté lui aussi tout juste en territoire positif (au dessus de 50), ce qui montre que «les entreprises hésitent à embaucher», a souligné pour Caixin l'économiste Wang Zhe.

«L'évolution erratique de l'épidémie à l'étranger pèse sur l'exportation.

Une reprise totale du marché de l'emploi dépendra d'un retour plus durable de la confiance», selon la même source.

A l'horizon de 12 mois, le moral des directeurs d'achats interrogés s'inscrit cependant au plus haut depuis août 2014.

«Les sondés s'attendent en général à ce que l'impact de la pandémie s'atténue et à ce que l'environnement économique mondial reparte dans le courant de l'année prochaine», a commenté Caixin.

L'enquête Caixin sonde principalement les PME, et est donc réputée dresser un tableau plus fidèle de la conjoncture que le chiffre gouvernemental, qui reflète davantage la situation des grands groupes étatiques.

F. H.

### Japon Bond en trompe-l'oeil des ventes de véhicules en octobre

LES VENTES de véhicules neufs au Japon ont bondi en octobre sur un an, selon des données publiées hier, mais cette envolée s'explique par un plongeon du marché automobile nippon à partir d'octobre 2019 après un relèvement de TVA.

Au total, 253 304 voitures, camions et bus neufs ont été écoulés le mois dernier, une progression spectaculaire de 31,6 % sur un an, selon des chiffres de l'association japonaise des concessionnaires automobiles (Jada). C'est la première fois depuis septembre 2019 que les ventes de véhicules ont progressé dans le pays. A compter du mois suivant, elles n'avaient cessé de chuter en glissement annuel, d'abord à cause d'un relèvement de TVA entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2019, puis sous l'effet de la crise du coronavirus. Sur un mois cependant, les ventes de véhicules neufs en octobre ont baissé de 13,7 %. La part de marché du géant Toyota (incluant sa marque haut de gamme Lexus) est devenue encore plus prépondérante en octobre, en accaparant 55,8 % des nouvelles ventes, très loin devant Honda (10,5 %) et Nissan (7,8 %). Du côté des «kei cars», mini-voitures japonaises dotées d'une motorisation égale ou inférieure à 660 cm<sup>3</sup>, 153 547 d'entre elles se sont vendues en octobre, un bond de 25,5 % sur un an, selon des statistiques de l'association japonaise de ce sous-segment automobile. Mais sur un mois, les ventes de ces mini-voitures ont également faibli (-12,8 %). N. T.

### Malgré les incertitudes élevées La Bourse de Tokyo démarre du bon pied

LA BOURSE de Tokyo partait hier en rebond, malgré les incertitudes à la veille de l'élection présidentielle américaine sous haute tension et des doutes sur la reprise économique mondiale à cause de la pandémie. Après avoir été dans le rouge toute la semaine écoulée, l'indice Nikkei avançait de 1,24 % à 23 262,75 points vers 00h50 GMT, et l'indice élargi Topix gagnait 1,77 % à 1 607,23 points. Wall Street avait fini vendredi fortement dans le rouge, signant au passage ses plus lourdes chutes hebdomadaires et mensuelles depuis le mois de mars. Mais les investisseurs au Japon ont déjà ajusté leurs positions avant l'élection présidentielle américaine, mardi étant un jour férié dans l'archipel nippon observé par la Bourse de Tokyo. Au-delà de cet événement politique majeur, les investisseurs à Tokyo tournaient leur regard vers la Réserve fédérale américaine (Fed), qui se réunit mercredi et jeudi. En fin de semaine dernière, la Fed a de nouveau élargi son programme de prêts aux petites et moyennes entreprises américaines. R. E.

Blida

# Un programme d'urgence pour réparer les pannes techniques d'une trentaine de forages

■ L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Blida a tracé un programme d'urgence pour réparer les pannes techniques enregistrées au niveau d'une trentaine de forages et puits artésiens, dans l'objectif d'améliorer le service public, a-t-on appris auprès de cette entreprise.

Par Farouk F.

L'ADE de Blida a recensé de nombreuses pannes au niveau d'une trentaine de forages et puits artésiens dans différentes communes, à l'origine d'une perturbation dans l'alimentation en eau potable dans plusieurs cités et localités éparses, a ajouté la même source. Dans le but de mettre un terme à ces perturbations et d'insuffler une nouvelle dynamique au travail de l'entreprise, l'ADE s'attellera à réparer toutes ces pannes, a-t-on ajouté de même source, soulignant la mobilisation de tous les moyens humains et matériels de l'entreprise pour concrétiser ce programme «dans les plus brefs délais», a-t-on rassuré. La mise au point de ce program-

me a été précédée par une évaluation de la situation des forages d'eau à l'arrêt, et leur contribution à l'amélioration de l'AEP, au même titre que l'examen des pannes techniques enregistrées.

A noter que plusieurs communes de Blida, notamment celles de la partie Est de la wilaya, enregistrent des perturbations dans l'alimentation en eau potable, en dépit du renforcement du système d'alimentation par la mise en service, en juin dernier, de nouvelles structures dont pas moins de 35 forages et plus de 30 puits artésiens. Toutefois, ces nouveaux projets mis en service se sont avérés insuffisants pour couvrir les besoins en eau potable sans cesse croissants de la wilaya, suite notamment à la création de



Ph. T.D.R.

grands centres urbains, à l'image du pôle urbain de Sefsaf, sur les hauteurs de Meftah, comptant 15 000 logements en cours de construction et de la nouvelle-ville de Bouinane. F. F.

## Habitat rural Distribution d'arrêtés de 100 aides à Ain Témouchent

UNE OPÉRATION de distribution d'affectations de 100 aides à l'habitat rural a été organisée dimanche à Ain Témouchent pour les bénéficiaires de plusieurs communes de la wilaya, dans le cadre des festivités de célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale. L'opération a été présidée par le wali, M'hamed Moumene, à la salle des réunions de la wilaya où il a souligné que cette opération intervient dans le cadre des efforts de l'Etat en matière d'amélioration du cadre de vie des populations, notamment pour ce qui est de l'habitat. Plusieurs bienfaiteurs ont été honorés à cette occasion parmi ceux qui ont contribué à l'élan de solidarité enregistré dans la wilaya pour lutter contre la pandémie de coronavirus et ses effets. Les festivités de célébration du déclenchement de la guerre de Libération nationale ont été marquées par la mise en service d'une école coranique pilote à hai «Djawhara», disposant de six classes, un bloc d'internat de 100 lits et un réfectoire pour 300 talebs, selon les explications fournies par les responsables du secteur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya. Le secteur de l'Education s'est doté d'un nouveau lycée à la cité «AADL» d'Ain Témouchent, mis en service dimanche à la faveur des festivités célébrant l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale. R. S.

## Covid-19

### Ouverture d'un laboratoire de dépistage à Jijel

Un laboratoire de dépistage par tests PCR de Covid-19 a été ouvert dans la wilaya de Jijel, lors d'une cérémonie présidée par le wali, Abdelkader Kelkal, organisée à l'occasion du 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Le nouvel établissement commencera dès cette semaine à recevoir les prélèvements des cas suspects de Covid-19, pour effectuer les analyses nécessaires au lieu de les transférer à l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine. Selon les explica-

tions fournies sur place, le laboratoire, situé au centre-ville de Jijel, est en mesure de procéder à l'analyse de 100 prélèvements par jour et de délivrer les résultats en quelques heures. Dans le cas où le laboratoire devait accueillir plus de 200 prélèvements, le surplus sera transféré vers l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine, a-t-on ajouté. A l'occasion, le chef de l'exécutif local a estimé que l'ouverture de ce laboratoire constitue un «acquis pour la wilaya de Jijel et les wilayas voisines, au regard

des services qu'il fournira aux malades atteints de Covid-19». Le responsable a rappelé, par ailleurs, que les informations faisant état d'un manque d'oxygène dans les hôpitaux publics de Jijel sont «infondées», soulignant qu'il est disponible en quantité suffisante dans les trois établissements de santé publique de Jijel, Taher et El Milia. Pour rappel, la wilaya de Jijel enregistre depuis quelques jours une hausse du nombre de personnes contaminées par le nouveau coronavirus. Farah T.

## Gharđaia

### Raccordement de 360 foyers au réseau d'électricité

Trois cent soixante foyers situés dans la nouvelle zone urbaine de «Métilli El-Djadida», dans la commune de Métilli (Gharđaia), ont été raccordés dimanche au réseau d'électricité. L'opération, effectuée en présence des autorités de la wilaya, à l'occasion de la célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, a nécessité la réalisation d'un réseau de 2,7 km de haute tension et 6,5 km linéaires de basse tension, ainsi que sept transformateurs. Elle a également nécessité un investis-

sement de plus de 56,5 millions DA, selon la fiche technique du projet affichée par la direction de distribution locale de la Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz (Sadeg).

Le raccordement de ces foyers au réseau d'électricité conventionnel dans cette nouvelle zone d'habitat qui constitue une extension du tissu nouveau urbain de «Métilli El-Djadida», a été accueilli avec une grande «satisfaction» par les habitants de ce nouvel îlot d'habitations, a-t-on constaté. La wilaya de Gharđaia dispose de plus de

6 000 km de réseau électrique (moyenne et basse tension), de plus de 3 040 postes transformateurs avec 141 448 abonnés au réseau électrique, outre 1 774 km linéaires de réseau de gaz naturel et 17 stations de distributeurs publics avec 84 410 abonnés, soit un taux d'électrification de 98,76 % et un taux de pénétration de gaz naturel de 76,66 %, selon les données de la Sadeg. L'Etat déploie des efforts considérables pour améliorer les conditions de vie des citoyens dans les différentes contrées de la wilaya, a déclaré le wali de

Gharđaia, Boualem Amrani, avant d'assurer que cet îlot, nouvellement construit, bénéficiera d'une opération d'aménagement. Auparavant, un centre de contrôle technique d'automobiles, fruit d'un investissement privé, a été mis en service à l'entrée nord de la ville de Gharđaia sur la RN-1. Ce centre de contrôle technique d'automobiles compte également des espaces de détente, de restauration et de repos pour les usagers de cette route nationale reliant le nord et le sud du pays.

Yacine N.

## 1<sup>er</sup> novembre à Djelfa

### Dénomination d'un nouveau CEM et d'un groupe scolaire au pôle urbain Houari-Boumediene

Les festivités de la célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale ont été marquées à Djelfa par l'inauguration et la dénomination d'un nouveau CEM et d'un groupe scolaire réalisés au pôle urbain Houari-Boumediene. Le wali de Djelfa, Doumi Djilali, accompagné par les autorités civiles et militaires

de la wilaya, a procédé, à l'occasion, à la dénomination d'un nouveau CEM, réalisé au pôle urbain Houari-Boumediene, au nom du moudjahid Djeraoub Thamer, et d'un groupe scolaire, dans le même pôle, au nom du moudjahid Legraâ Bouaâmrâ. La cérémonie d'inauguration et de dénomination a été précédée par le dépôt d'une gerbe de fleurs au

carré des martyrs de la ville de Djelfa où un hommage a été rendu à leur mémoire. Une parade a été animée, samedi à minuit, avec la participation des services de la Protection civile de la wilaya. Les festivités de célébration du déclenchement de la Révolution, le 1<sup>er</sup> novembre, ont également donné lieu à la tenue d'une exposition de photos, au

niveau du hall du théâtre régional Ahmed-Benbouzid, mettant en exergue les sacrifices énormes consentis par les moudjahidine, outre une projection vidéo sur la vie et le parcours du moudjahid Si Ahmed Bencherif. De nombreux moudjahidine de la région, des ayants droit et des enfants de chouchou ont été honorés à cette occasion. N. Y.



Anniversaire du déclenchement de la lutte de Libération

# Le premier novembre célébré en musique

Le 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale a été célébré en musique à Alger. C'est à la salle Ibn Zaydoun de l'Office Ryadh El Feth que des jeunes artistes ont fêté cette occasion en interprétant des chants patriotiques. De belles voix de la scène artistique algérienne ont pris part à cet évènement, dont Manel Hadli, Houria Hadjadj, Souhila Bellachehab, Linda Blues et Brahim Haderbach. Organisée par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, cette soirée a été l'occasion d'organiser une exposition de livres dédiés à l'histoire de notre pays.

Par Abla Selles

Les artistes algériens étaient au rendez-vous pour célébrer le 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. A Alger, c'est en musique que des jeunes artistes ont choisi de célébrer cette occasion chère à toute la population. En effet, c'est à la salle Ibn Zaydoun de l'Office Ryadh El Feth qu'une pléiade de jeunes chanteurs a interprété les plus beaux textes de chants patriotiques. Organisée par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, en collaboration avec la Télévision algérienne, en présence de plusieurs membres du gouvernement et de hauts cadres de l'Etat, cette soirée a été l'occasion de revisiter le répertoire national des chants patriotiques avec les voix de la jeune génération et d'un orchestre contemporain. De jeunes chanteurs se sont relayés sur scène durant 66 minutes pour animer cette soirée pleine d'émotions et de nostalgie.

De belles voix ont été choisies pour célébrer le 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, comme celles de Manel Hadli, Houria Hadjadj, Souhila Bellachehab, Linda Blues ou encore Brahim Haderbach. Ces artistes, jeunes et pleins d'énergie, ont repris avec émotion des textes très connus du répertoire dans des arrangements brassant les différents styles de musique algérienne, après avoir écouté l'hymne national, des



chansons comme «*Min djibalina*», «*Djazairana*», «*Min adjlika ichna ya watani*», «*Id alakarama*» et autres. Créant une ambiance festive, les artistes participants n'ont ménagé

aucun effort pour être à la hauteur des attentes du public. Le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, qui a organisé ces célébrations sous le thème «*Novembre de la libération...*

Novembre du changement», a également consacré une exposition de livres dédiés à l'histoire, publiés ou soutenus par ce département. L'exposition comporte également les films pro-

duits par ce ministère, dont «*Zabana !*» (2012), «*Krim Belkacem*» (2014), «*Lotti*» (2015) ou encore «*Mostefa Ben Boulaid*» (2008).

A. S.

## Cinéma

### «The Mandalorian» revient avec de nouveaux personnages

La saison 2 de la série «*The Mandalorian*», diffusée à partir de ce vendredi 30 octobre sur Disney+, devrait nous donner des nouvelles de Baby Yoda et introduire des nouveaux noms au casting. Contenu original phare de la plateforme de streaming Disney+, la série «*The Mandalorian*» reprend du service ce vendredi 30 octobre. Les fans de «*Star Wars*» sont impatients. Quelles nouvelles planètes notre chasseur de primes solitaire va-t-il explorer dans cette deuxième saison? Quid de Baby Yoda, grande star du programme? Qui est vraiment cette petite créature? Quel est son lien avec le légendaire Maître Yoda? Si les nouveaux épisodes devraient

nous apporter plus d'informations sur le personnage et les raisons de sa fuite avec Din Djarin, ils sont également sur le point d'introduire trois nouveaux acteurs.

Révélee en 2002 dans «*Men in Black II*» avec Will Smith, l'actrice américaine Rosario Dawson n'est pas une inconnue du grand écran. Elle y a fait ses débuts en 1995 dans le film de Larry Clark, «*Kids*». Sur le petit écran, non plus, comme en témoigne son personnage de Claire Temple dans «*Jessica Jones*». Alors qu'il ne s'agissait au départ que de rumeurs, la nouvelle selon laquelle elle fera bel et bien partie de la saison 2 de «*The Mandalorian*» a été confirmée au

début du mois d'octobre. Certaines sources indiquent qu'elle y interprétera sans doute une ancienne padawan d'Anakin Skywalker, la dénommée Ashoka Tano.

L'actrice américaine Katee Sackoff, elle aussi, continue sa percée à la télévision. Connue du petit écran pour ses apparitions dans des séries telles que «*Nip Tuck*», «*24 heures chrono*» et «*Battlestar Galactica*», elle jouera, ici, un personnage bien connu de l'univers Star Wars : Bo-Katan Kryze. Guerrière Mandalorienne membre de la Death Watch, elle est déjà apparue dans les séries animées «*Clone Wars*» et «*Rebels*». Son but était de rétablir les anciennes

traditions sur sa planète et renverser le gouvernement pacifiste dirigé par sa sœur.

Les fans de «*Terminator*» se souviennent de Michael Biehn sous le nom de Kyle Reese. Dans «*Alien*», il était le caporal Hicks. Son arrivée dans «*The Mandalorian*» est le projet le plus important de sa carrière sur ces dix dernières années, note le Hollywood Reporter. Le nom du personnage que va incarner l'acteur américain de 64 ans n'est pas encore connu. Ce qu'on sait, c'est qu'il rejoint le casting pour endosser le rôle d'un chasseur de primes. Une affaire à surveiller de près à compter ce vendredi 30 octobre, sur Disney+.

A. M.

## Agend'Art

Villa Dar Abdeltif  
(El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 7 novembre :

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel organise une exposition de peinture de l'artiste Chafa Ouzzani.

Galerie d'art

Mohamed-Racim d'Alger

Jusqu'au 7 novembre :

Exposition de l'artiste peintre Narimane Sadat Cherfaoui intitulée «*La symphonie des couleurs*».

Maison de la Culture

Mouloud-Mammeri de

Tizi-Ouzou

4 novembre à 14h :

Vernissage de l'exposition sous le thème : «*Idir ad yidir*», qui retrace l'œuvre du chanteur Idir, à travers les travaux reçus dans le cadre du concours artistique organisé par la Direction de la culture et des arts.

5 novembre à 10h : présentation du roman «*Comme un nuage sur la route*» et projection de photographies du film «*Si Mohand Ou Mhand*», du réalisateur Ali Mouzaoui.

## Décès

### Le sociologue émérite Ali El Kenz n'est plus

Le sociologue algérien Ali El Kenz est décédé le 1<sup>er</sup> novembre à Nantes des suites d'une longue maladie. Etabli à Nantes depuis plusieurs années avec son épouse palestinienne et écrivaine, Suzanne El Farra El Kenz, Ali El Kenz est né en 1946 à Skikda (Algérie). Il a été maître-assistant de philosophie à l'Université d'Alger de 1970 à 1974, puis Professeur de sociologie dans la même université jusqu'en 1993 ainsi que directeur de recherches au Cread (Centre de recherches en économie



appliquée au développement à Alger). Après avoir été Professeur associé à l'Université de Tunis 1 de 1993 à 1995, il était jusqu'à aujourd'hui Professeur de sociologie à l'Université de Nantes depuis 1995. Il a occupé diverses fonctions à l'Association arabe de sociologie ainsi qu'au Codesria et au FTM à Dakar. Il a à son actif plusieurs ouvrages, dont «*Le monde arabe : enjeux sociaux, perspectives méditerranéennes*», «*Gramsci dans le monde arabe*», etc. Ses principaux thèmes de recherche ont

été le travail, le développement, la sociologie des sciences ; ses principaux lieux d'observation et d'analyse, l'Algérie, le Monde arabe et l'Afrique. Son expérience d'un séjour en tant que Visiting Professor à l'Université de Princeton (USA) en 2000, et sa délégation à l'IRD (2003-2006) ont contribué à la construction intellectuelle de l'IEA de Nantes où Ali El Kenz a participé comme conseiller scientifique chargé de l'axe «*savoirs et sociétés*».

F. H.



Bélarus

# 300 arrestations lors d'une manifestation de l'opposition

■ Quelque 300 personnes ont été arrêtées, dimanche, lors d'une manifestation de l'opposition à Minsk, au Bélarus, ont indiqué, hier, les autorités locales.

Par Mourad M.

« Les policiers ont à plusieurs reprises mis en garde contre l'inadmissibilité des actions illégales et pris des mesures pour réprimer les violations de la loi. Environ 300 personnes ont été détenues à Minsk et dans sa région », a indiqué le service de presse du ministère de l'Intérieur bélarusse. La manifestation de dimanche a rassemblé entre 20 000 et 30 000 personnes dans les rues de Minsk, avant qu'une partie du cortège ne se dirige vers un site emblématique en bordure de la capitale. Ce rassemblement a été dispersé par la police, les forces de l'ordre ayant utilisé des grenades assourdissantes. Plus tôt dans la journée de dimanche, elles avaient procédé à des tirs de sommation pour disperser la foule, sans que ne soit établi le type d'arme utilisé, selon les médias. Depuis sa réélection

contestée le 9 août, le président Alexandre Loukachenko, 66 ans, fait face à un mouvement de contestation historique qui réunit chaque semaine des dizaines de milliers de manifestants, en dépit de violences policières et de «milliers d'arrestations». Après quasiment trois mois de contestation, la situation semble être dans une impasse face au refus de M. Loukachenko de quitter le pouvoir. La principale opposante en exil, Svetlana Tikhanovskaïa, avait appelé cette semaine à une grève nationale. Mais le mouvement, face aux pressions, n'a pas débouché sur une paralysie de l'économie, en grande partie contrôlée par l'Etat. Cette semaine, M. Loukachenko a ordonné aux forces de l'ordre de sévir contre ses critiques et appelé à «ne pas faire de prisonniers». Les autorités avaient prévenu auparavant qu'elles pourraient recourir «si nécessaire, à des balles réelles contre les manifestants». M. M.



PH. &gt; D. R.

Corée du Sud

## L'ancien président Lee Myung-bak placé en détention

L'ancien président sud-coréen, Lee Myung-bak, a été placé en détention hier, quelques jours après la confirmation par la plus haute juridiction du pays de sa condamnation pour corruption à 17 années de prison. M. Lee, âgé de 78 ans, qui avait été au pouvoir de 2008 à 2013, n'a plus aucun recours judiciaire possible dans

cette affaire de corruption et de détournements de fonds qui impliquait aussi le défunt patron du géant technologique Samsung. Jeudi, la Cour suprême a confirmé la condamnation de M. Lee à 17 ans de prison, jugeant que l'ancien président avait détourné 25,2 milliards de won (19 millions d'euros), et reçu 9,4 milliards de won de

pots-de-vin. Arrivé en politique après une longue carrière dans le groupe automobile Hyundai, M. Lee avait notamment été reconnu coupable d'avoir touché des «pots-de-vin de Samsung pour accorder sa grâce présidentielle à l'ex-président du géant sud-coréen Lee Kun-hee, qui avait été condamné pour évasion fiscale». O. N.



## Commentaire

Diaspora

Par Fouzia Mahmoudi

La crise est toujours surtendue. Cela remonte à déjà plusieurs semaines après que les deux pays se soient frontalement opposés en mer Méditerranée sur fond de violation de territoire maritime. Aujourd'hui, la Turquie qui joue un rôle primordial auprès de sa diaspora, semble mener un jeu trouble en France où les incidents impliquant la population turco-française sème le désordre depuis quelques jours dans plusieurs villes de l'Hexagone en visant la communauté arménienne avec laquelle elle a une longue histoire d'antagonisme. En effet, le mémorial du génocide et le centre national de la mémoire arménienne, près de Lyon, ont été tagués cette semaine d'inscriptions pro-Turquie et d'insultes, a dénoncé le Comité de défense de la cause arménienne (CDCA). Ces profanations ont été découvertes dimanche matin par des représentants associatifs, à Décines-Charpieu (Rhône), haut lieu de la diaspora arménienne en France. Une enquête de police est ouverte. A la bombe jaune fluo, les deux édifices séparés de quelques mètres seulement ont été tagués des inscriptions «RTE», acronyme des initiales du président turc Recep Tayyip Erdogan, et «Loups Gris», un mouvement ultra-nationaliste turc. «Ces profanations insupportables (...) s'inscrivent dans une série d'événements visant à terroriser et intimider les citoyens français d'origine arménienne», a estimé le CDCA dans un communiqué. Et de citer une «première descente» des Loups Gris à Décines le 24 juillet. Puis, le 28 octobre dernier, une nouvelle descente qui faisait suite à une rixe sur l'autoroute A7 à l'occasion d'une manifestation d'Arméniens pour la défense du Nagorno Karabakh, qui avait fait 4 blessés. Le CDCA «dénonce la très grave passivité de l'Etat» et rappelle sa demande de dissolution des Loups Gris. La maire Les Républicains de Décines, Laurence Fautra, a réitéré dimanche auprès du préfet sa demande d'une «protection pérenne et physique» du quartier de la Petite Arménie. Des militaires de l'opération Sentinelle arrivaient justement sur les lieux à la mi-journée, a affirmé la maire. «On espère une communication de soutien du consul de Turquie à Lyon et qu'il prône un message de paix», a ajouté Laurence Fautra. «On ne peut pas continuer comme ça ! On n'est pas une zone de guerre mais une mosaïque de cultures qui vivent en paix». Le préfet Pascal Mailhos a «condamné fermement les dégradations commises cette nuit». «Tout sera fait pour retrouver les auteurs de ces profanations», a-t-il assuré sur Twitter. Ville phare de la diaspora, Décines-Charpieu (30 000 habitants) abrite deux églises arméniennes, une radio arménienne, une maison de la culture. Le mémorial du génocide arménien de 1915 est le premier à avoir été érigé en Europe en 1972. Reste à voir si ces provocations continueront dans les jours à venir, et surtout quelle sera la réaction des autorités qui ne pourront pas continuer longtemps à fermer les yeux pour éviter d'affronter les dérapages de la diaspora soupçonnée d'être téléguidée par Ankara. F. M.

Typhon Goni aux Philippines

## Au moins 16 morts

Au moins 16 personnes ont trouvé la mort et des dizaines de milliers de maisons ont été endommagées aux Philippines au passage du typhon Goni, le plus puissant de l'année dans l'archipel, ont annoncé, hier, les autorités, alors que les communications avec les zones les plus touchées sont toujours coupées. Ce sont la province insulaire de Catanduanes et celle d'Albay, sur l'île de Luçon, qui ont été les plus touchées par la tempête, qui était accompagnée de vents soufflant à 225 km/h quand elle a touché

la côte Est dimanche. Les vents et les pluies torrentielles ont arraché des toits et des lignes électriques et provoqué des glissements de terrain. La tempête, orientée sur une trajectoire ouest, avait perdu en intensité quand elle a frôlé l'agglomération de Manille, avant de se diriger vers la mer de Chine méridionale. Environ 400 000 personnes avaient évacué leurs lieux de résidence avant l'arrivée de la tempête et la majorité attendaient que le courant soit rétabli avant de regagner leurs maisons. Dix

décès ont été recensés dans la province d'Albay. Le chef des services de prévention des catastrophes de la province, Cedric Daep, a affirmé que des milliers de personnes auraient perdu la vie s'il n'y avait pas eu d'évacuation. Goni avait été placé dans la catégorie des «super typhons» avant de toucher terre sur l'île de Catanduanes où au moins six personnes ont péri. Les autorités estiment que c'est sur cette île que les dégâts matériels sont les plus importants.

Hong Kong

## Saisie record de méthamphétamine, alors que la pandémie bouleverse le trafic

Plus d'une demi-tonne de méthamphétamine a été saisie dans un conteneur à Hong Kong, ont annoncé, hier, les autorités qui expliquent que la pandémie contraint les trafiquants à affréter des cargaisons de drogue plus importantes, faute de pouvoir faire voyager les «mules» transportant de plus petites quantités. Les stupéfiants, dont la valeur à la revente serait selon certains médias de 300 millions de dollars hongkongais (33 millions d'euros), ont été découverts dans un conteneur qui renfermait aussi une cargaison déclarée de sacs de ciment. Celle-ci était censée

aller du Vietnam en Australie, mais sa route inhabituelle avait éveillé les soupçons. Le conteneur était parti du Mexique avant de transiter par la Corée du Sud et de rester trois mois au Vietnam. Il avait ensuite pris la direction de Hong Kong. «Nous pensons que les trafiquants ont cherché à déjouer les enquêtes et la surveillance des douanes en mettant en place cette route extraordinairement compliquée», a déclaré aux journalistes Barry Chu, chef du service de lutte contre les stupéfiants de l'ex-colonie britannique. Il a expliqué que la pandémie, en réduisant consi-

dérablement les possibilités de déplacement à l'international pour les individus, avait aussi privé les trafiquants de drogue des «mules», qui sont le moyen le plus efficace pour faire circuler de petites cargaisons. «Cette année, du fait des restrictions sur les voyages, l'essentiel du trafic a été réalisé au travers du fret, des services postaux ou des messageries express», a-t-il dit. C'est ainsi que circulait l'essentiel des 244 kilos de méth qui avaient été saisis ces neuf derniers mois par les autorités hongkongaises avant la prise de la semaine dernière, a-t-il dit.





CR Belouizdad

## Le Béninois Koukpo rejoint le club

**LA NOUVELLE** recrue du CR Belouizdad, l'attaquant international béninois Marcellin Koukpo, a rallié Alger tard dans la soirée de samedi et a été aussitôt placé en isolement, tel qu'exigé par le protocole sanitaire dans le cadre de la prévention contre la pandémie de coronavirus, a annoncé le club algérois. L'ancien buteur de la formation tunisienne de Hammam-Lif ne devrait pas tarder à rejoindre le reste du groupe belouizdadi, «car les tests de dépistage qu'il a subis juste avant de quitter la Tunisie ont été négatifs», a assuré la direction du champion d'Algérie en titre dans un communiqué. Koukpo (24 ans) a inscrit six buts l'an dernier avec le CS Hammam-Lif et compte deux réalisations en 12 sélections avec les «Ecurieuls» du Bénin.

Handisport

## La nouvelle saison annoncée pour fin décembre

**LA NOUVELLE** saison sportive 2020-2021 de la Fédération algérienne handisport (FAH) démarrera, probablement, fin décembre, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de l'organisation sportive (DOS) de l'instance fédérale. «Les activités handisports pour la nouvelle saison débuteront en principe fin décembre prochain, après plus de huit mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19)», a déclaré à l'APS le DOS, Mansour Ait Said. Il est à rappeler que la précédente saison (2019-2020) avait été interrompue en mars dernier, puis décrétee saison blanche, avec ni titre attribué, ni relégation ou accession prononcée. En prélude à la nouvelle saison, des réunions techniques et de concertation sont prévues, comme il est toujours d'usage, entre la Direction de l'organisation sportive de la fédération et les différents responsables techniques des ligues et associations, afin d'arrêter une mouture de calendrier des compétitions. «Il va de soi que notre saison débute par les engagements et les réunions techniques avec les parties concernées. Dans notre plan, on a prévu d'entamer les engagements en novembre, et lors de la 3<sup>e</sup> semaine de ce mois, enclencher les réunions annuelles pour discuter et arrêter le calendrier national des compétitions, d'après le volume de chaque discipline, mais aussi du protocole sanitaire de vigueur et applicable chaque jour», a indiqué le DOS, tout en donnant une préférence à ce que ces réunions se tiennent en visioconférence, pour éviter aux gens les

risques de déplacement. Il est à signaler qu'avant l'entame de chaque saison handisport, la DOS propose aux ligues et associations un programme de compétitions qui est, par la suite, passé au crible, avant d'arrêter un calendrier unifié et réalisable. «En raison de la conjoncture actuelle et la situation qu'on vit à cause du Covid-19, mais aussi des restrictions en relation avec les mesures sanitaires, j'ai proposé au bureau fédéral, cette fois-ci, d'envoyer par e-mail, tous les documents nécessaires aux différentes parties. Une semaine leur est accordée pour nous envoyer leurs propositions, et par la suite, se réunir en visioconférence pour discuter des détails», a expliqué Mansour Ait Said. Dans les dates proposées, la DOS a pris le soin de donner du temps aux athlètes et différents clubs des ligues, afin de se préparer à la nouvelle saison qui sera «unique et très spéciale», selon Ait Said. «On est dans l'obligation de donner un minimum d'un mois de préparation avant l'entame des compétitions. On sait que toutes les salles de sport sont fermées et la majorité des clubs ne s'entraînent pas pour cette raison, à l'exception des athlètes qualifiés et qualifiables aux Jeux Paralympiques de Tokyo. Ce sera dur et personnel ne sait ce que demain nous réserve», a souligné le DOS, assurant, néanmoins, que la fédération suit l'évolution des événements et reste à l'écoute des directives des autorités sanitaires et sportives du pays, tout en assurant l'application de leurs décisions pour le bien de tout un chacun.

Tennis de table

## Une soixantaine de participants attendus au collège technique national

**UNE SOIXANTAINE** de participants sont attendus samedi prochain aux travaux du collège technique national prévus au complexe Sveltesse de Chéraga (Alger), a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). Inscrit dans le cadre du plan d'action fédéral-2020, ce rendez-vous concernera les 16 directeurs techniques de section (DTS) des clubs de la division Une, les 28 directeurs techniques des ligues de wilaya affiliées et en activité, les 8 entraîneurs nationaux en exercice des différentes catégories, les 3 directeurs méthodologiques de

la FATT et le médecin fédéral, en plus de compétences «avérées» dans la discipline, invitées par l'instance.

Les participants vont aborder plusieurs thèmes, dont les compétitions nationales et l'organisation sportive, l'avenir de l'élite nationale, les jeunes talents ainsi que le développement et la formation technique, a indiqué le président de la FATT, Cherif Derkaoui. Selon ce dernier, l'état de la prise en charge des équipes nationales et les jeunes talents devraient se tailler la part du lion des interventions des participants au collège technique.

France

# Aribi s'incline face à Oukidja, Benlamri réussit sa première

■ Si le FC Metz a obtenu son premier succès à l'extérieur de la saison, c'est en grande partie grâce à son portier international algérien Alexandre Oukidja qui a réalisé de très bons arrêts en seconde période.



Benlamri a réalisé un excellent match

Par Mahfoud M.

L a rencontre d'aujourd'hui a connu la titularisation de Farid Boulaya et Oukidja du côté de Metz, et la présence de Karim Aribi sur le banc côté nîmois, alors que Zinedine Ferhat est toujours absent pour cause de blessure. Une rencontre qui a rapidement tourné à l'avantage des Grenats qui ont ouvert le score au premier quart d'heure de jeu sur un but de Lamine Gueye. Devant au tableau d'affichage, le club a cependant beaucoup souffert par la suite surtout en seconde période, après l'entrée en jeu de la recrue estivale des Crocos, Karim Aribi.

L'ancien joueur de l'ES Sahel a su redonner un nouveau souffle à l'attaque du Nîmes Olympique, qui n'arrivait pas à se créer la moindre occasion dangereuse. Une première fois, Aribi a tenté de ramener les deux équipes à égalité, d'un joli tir enroulé, mais Oukidja a veillé au

grain en réalisant un joli arrêt.

Par la suite, l'ancien buteur du CRB et du DRBT a tenté un joli geste acrobatique dans la surface mais le ballon est passé au-dessus de la barre transversale. Enfin, dans les derniers instants du match, Karim Aribi a reçu un joli centre dans la surface et s'est envolé dans les airs pour le reprendre de la tête, mais là encore il bute sur un Oukidja des grands jours, qui sauve son équipe et offre au FC Metz une première et précieuse victoire (0-1) à l'extérieur.

Un scénario qui enfonce Nîmes dans la zone de relégation, à la 18<sup>e</sup> place par les trois défaites consécutives en championnat. Côté messin, ce premier succès à l'extérieur permet aux coéquipiers de Farid Boulaya de se hisser à la sixième place au classement en attendant la rencontre entre Lille et Lyon.

De son côté, Djamel Benlamri a effectué ses débuts officiels avec Lyon lors d'un déplacement à Lille et dans des circonstances

particulières puisque son équipe était réduite à dix. Alors que le score était de 1-1 à la mi-temps et que l'attaquant turc Burak Yilmaz a causé beaucoup de problèmes aux Lyonnais, Marcelo est expulsé à la 50<sup>e</sup> minute pour un second carton jaune. L'entraîneur français Rudi Garcia décide de lancer dans le bain Benlamri qui prend la place de Houssein Aouar à la 52<sup>e</sup> minute. Durant près de 45 minutes, il aura réalisé une mi-temps très convaincante, dans un style old school, il s'est montré intraitable sur les duels aériens, obtenant même des coups francs pour les siens dans la surface. Il réalisera aussi un tackle sous forme d'interception dans l'axe et un autre pour dégager en touche. Très déterminé et motivant notamment son jeune coéquipier en défense Sinaly Diomandé (19 ans), il a réussi avec ses coéquipiers à éviter la défaite alors que Lille n'a pas arrêté d'attaquer en seconde période.

M. M.

OGC Nice

## Boudaoui signe son premier but de la saison

L e milieu international algérien de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, a signé son premier but de la saison, lors de la victoire décrochée dimanche en déplacement face à Angers (3-0), dans le cadre de la 9<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 française de football. Entré en cours de jeu à la place de Rony Lopez (67e), l'en-

fant de Béchar a marqué le troisième but des siens dix minutes plus tard, sur une offrande du Franco-Algérien Amine Gouiri. L'autre international algérien de la formation azurée, le défenseur Youcef Atal, a fait son apparition en fin de match (85<sup>e</sup>) en remplacement de Jordan Lotomba. Grâce à cette victoire,

Nice, qui enchaîne un quatrième match sans défaite, se hisse provisoirement à la 4<sup>e</sup> place au classement avec 17 points, à quatre longueurs du leader, le Paris SG. Lors de la prochaine journée, il accueillera l'AS Monaco à l'Allianz Riviera dans le derby de la Côte d'Azur (17h00).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

«Kayen amel»

## Titre d'une chanson de solidarité avec les malades atteints de cancer

«KAYEN AMEL» (Tant qu'il y a de l'espoir) est le nouveau vidéoclip d'une chanson de solidarité avec les malades atteints de cancer, lancée dernièrement sur Youtube et interprétée par trois jeunes artistes, à l'occasion d'Octobre rose (mois de sensibilisation au cancer du sein).

La chanson d'une durée de 4 minutes et demie, écrite en langue dialectale, vient en signe d'encouragement et de soutien aux malades atteints du cancer du sein, afin d'atténuer leurs douleurs et leur remonter le moral, tout en leur redonnant l'espoir en un lendemain meilleur. Le jeune trio féminin, Haïfa Rahim, Hakima Boulanger (Oran) et Lamia Betouche (Mostaganem), issues

de l'école «Alhan oua Chabab», participe avec leur voix à ce vidéoclip réalisé par Mohamed Fayçal Drissi. Ecrite par Ahmed Tahari et composée par Merouane Tebbal, la chanson est un mélange des styles musicaux sentimental, classique et tarab. Produit par l'Agence de communication, de publicité et d'événementiel oranaise privée «Azhar Prod», le vidéoclip est une succession d'images qui renvoient au bleu de la mer et du ciel, couleur symbolisant l'espoir et la belle vie, tandis que les chanteuses sont vêtues de blanc, couleur de la clarté, sans oublier le rose, couleur de l'allégresse, du bonheur, de la joie et de l'amour.

Abla S.

Presse

## L'ancien journaliste de l'APS Benamar Bouzghoud n'est plus

L'ANCIEN journaliste de l'Agence Algérie Presse Service (APS) Benamar Bouzghoud est décédé dimanche soir à l'hôpital de Kouba (Alger) à l'âge de 82 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille. Le défunt a consacré toute sa carrière professionnelle

à l'APS qu'il a rejoint en 1963 et a occupé le poste de rédacteur en chef du Desk International.

Il a été également rédacteur en chef au bureau régional d'Oran, puis correspondant de l'APS à Paris en 1969. Le défunt a été inhumé hier au cimetière de Ben Omar (Kouba).

H. Y.

## Condoléances

Profondément affecté par le décès de son ami et confrère Benamar Bouzghoud, Nadjib Stambouli présente ses sincères condoléances à sa famille et ses proches et les assure de son entier soutien moral en cette pénible épreuve. Puisse Dieu accueillir le regretté Benamar en Son vaste paradis.

Feux de forêt à Tissemsilt

## Baisse sensible de la surface endommagée

LA WILAYA de Tissemsilt a enregistré une baisse sensible de la surface boisée endommagée par les incendies déclarés du 1<sup>er</sup> juin à fin octobre derniers, a-t-on appris, hier, auprès de la Conservation des forêts. Le chef du bureau protection végétale et animale a indiqué que la surface endommagée a atteint 315,3 ha contre 1 887 durant la même période de l'année dernière.

Cette baisse est justifiée par la faible canicule, notamment aux mois de juillet et août, en

comparaison avec les années précédentes et la prise de conscience des habitants des zones riveraines aux forêts ayant contribué à la préservation des espaces naturels contre les incendies. Les zones forestières affectées par 80 incendies déclarés du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre derniers se concentrent dans les communes de Lardjem (forêts de Oued Rdjem et de Dachra), Lazharia (forêt d'Ain Lellou), Beni Chaïb et Beni Lahcen, a-t-on précisé.

O. N.

## Le prix du pétrole s'effondre



Djalou@hotmail.com

Agressions, vols, psychotropes...

## Le sentiment d'insécurité s'installe

■ L'insécurité imposée par des délinquants persiste et empoisonne la vie des citoyens. Vols, vente de drogues, parkings anarchiques, agressions etc. ont fini par se banaliser. Des citoyens ont peur au quotidien et sont sur leur garde à longueur de journée, notamment dans les grandes villes.

Par Aomar Fekrache

Retirer son argent dans un DAB à Alger nécessite beaucoup d'attention. Des jeunes en motocyclettes sont souvent aux aguets pour s'en prendre notamment aux femmes en leur arrachant leurs sacs. «J'ai retiré une somme d'argent dans un DAB au Télémy. J'ai repéré deux individus en moto qui me dévisageaient et attendaient le bon moment pour passer à l'acte. J'ai dû changer de trottoir et m'éclipser», raconte une jeune femme, affirmant avoir appris à se méfier de ces individus, connus pour le vol à l'arraché. Cela n'est pour autant qu'une impression, peut-être justifiée. Des actes encore plus graves continuent à endeuiller les familles algériennes. Avant-hier, dans la wilaya de Tiaret, un jeune âgé de 31 ans a été mortellement poignardé au cœur par un autre individu. Un drame qui s'est produit à proximité d'une station de taxi, en plein jour. Dans la commune de Ouled Mimoun à Tlemcen, un

jeune de 17 ans a succombé à un coup de couteau pas loin d'une station-service. L'auteur du crime est un autre jeune âgé de 30 ans. Cette même commune a connu un autre crime, il y a une semaine, rapportent des médias.

«Le problème, c'est qu'on continue à fermer les yeux sur ces voyous et les laisser agir impunément», s'insurge un père de famille qui dit ne pas comprendre comment lutter contre la criminalité alors que l'on autorise les parkings sauvages à détrousser les citoyens. A Alger, la quasi-totalité des rues du centre-ville et des grands espaces urbains reviennent de droit à des quidams qui se proclament maîtres des lieux. «Ils n'hésitent pas à menacer, voire à recourir à des actes de sabotage contre les automobilistes refusant de payer», s'indigne notre interlocuteur. Cela est souvent la cause de bagarres, mais les services concernés ne semblent pas trop inquiétés par cette situation. «Obliger un père de famille à payer 100, voire 200

DA, pour quelques minutes de stationnement est déjà un crime», estime un autre habitant.

Cependant, ce qui inquiète le plus ces derniers temps, est le nombre de jeunes s'adonnant à la consommation de psychotropes. «Le kif est devenu rare et cher, alors des jeunes, parfois insoupçonnables, optent pour des comprimés dont la provenance est méconnue», apprend-on. Cette nouvelle drogue est disponible partout et risque de faire de sérieux ravages parmi les jeunes. Bien que d'importantes saisies et des interpellations sont fréquemment effectuées à travers le pays, les trafiquants de ce poison parviennent à l'acheminer et à l'écouler. Bien que «la guerre» contre la criminalité est déclarée par les autorités publiques et les bandes de quartiers sont désormais traquées et sévèrement punies, un grand travail reste encore à faire pour nettoyer nos villes et cités de ces groupes de voyous, dont le nombre ne cesse d'augmenter.

A. F.

Lutte contre le crime à Béjaïa

## Récupération de 16 motos

Les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya ont démantelé dernièrement un réseau de malfaiteurs spécialisé dans le vol de motos à Béjaïa. Pas moins de 4 individus âgés entre 17 et 29 ans, impliqués dans plusieurs affaires, ont été arrêtés. «Ils sont impliqués dans le vol de 16 motos de différentes marques dans plusieurs localités», précise un communi-

qué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béjaïa. L'enquête menée par les éléments de la police judiciaire, suite aux plaintes déposées par les victimes, a rapidement débouché sur l'arrestation des éléments de la bande conduite par un repris de justice. Les perquisitions effectuées dans différents endroits ont permis la récupération de 10 motos déro-

bées antérieurement et un peu partout sur le territoire de la wilaya. Les malfaiteurs ont été présentés devant le parquet pour constitution d'une association de malfaiteurs en vue de commettre des délits, vol, dégradation et incendie des biens d'autrui, utilisation de véhicule pour commettre des délits, port d'armes blanches et recel d'objets volés. Suite à quoi, les mis

en cause ont été écroués. Selon un autre communiqué de presse de la cellule de communication de la sûreté de wilaya qui nous a été transmis, deux individus connus des services de police, âgés entre 25 et 29 ans, ont également été arrêtés pour vol sous la menace d'agression à l'arme blanche au courant de la semaine dernière. L'arrestation de ces malfaiteurs a eu lieu suite à une

plainte d'un jeune âgé de 27 ans, victime d'agression au niveau de la gare routière de Béjaïa. La victime a été agressée par les deux malfaiteurs avant de se voir dépouiller de son argent et de son téléphone mobile. Présentés devant le parquet, ils ont été placés sous mandat de dépôt pour vol sous la menace d'une arme blanche.

H. Cherfa